

Direction régionale et interdépartementale de  
l'environnement, de l'aménagement et des  
transports

78-2024-12-19-00039

arrêté préfectoral de prescriptions  
complémentaires modifiant l'arrêté préfectoral  
n°2014328.0003 du 24 novembre 2014  
concernant l'installation exploitée par la société  
BIO YVELINES SERVICES  
Lieu-dit le Crapaud - 78870 Bailly





**ARRÊTÉ**  
**de prescriptions complémentaires**  
**modifiant l'arrêté préfectoral n°2014328.0003 du 24 novembre 2014**  
**concernant l'installation exploitée par la société BIO YVELINES SERVICES**  
**Lieu-dit le Crapaud – 78870 Bailly**

**LE PRÉFET DES YVELINES**  
**Chevalier de la Légion d'honneur**  
**Chevalier de l'Ordre national du Mérite**

**VU** le code de l'environnement et notamment l'article R. 512-46-22 ;

**VU** le décret du 7 février 2024 portant nomination de Monsieur Frédéric ROSE en qualité de Préfet des Yvelines ;

**VU** l'arrêté du 23 janvier 1997 modifié relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement ;

**VU** l'arrêté du 20 avril 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées de compostage soumises à enregistrement sous la rubrique n°2780 ;

**VU** l'arrêté préfectoral d'enregistrement n°2014328.0003 du 24 novembre 2014 relatif à l'exploitation d'une plateforme de compostage de déchets verts par la société BIO YVELINES SERVICES à Bailly (78870) lieu-dit Le Crapaud ;

**VU** l'arrêté 78-2024-03-04-00014 du 4 mars 2024 du Préfet des Yvelines portant délégation de signature à Madame Emmanuelle GAY, Directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France ;

**VU** la décision DRIEAT-IDF n° 2024-0780 du 6 novembre 2024 portant subdélégation de signature du préfet des Yvelines

**VU** la modification notable portée à la connaissance du préfet par la société BIO YVELINES SERVICES le 31 mai 2024 concernant l'exploitation d'un centre de compostage et le dossier joint ;

**VU** le rapport de l'inspection chargée des installations classées en date du 04 octobre 2024 proposant une modification du classement ;

**VU** le courrier du 12 novembre 2024 notifié à l'exploitant le 15 novembre suivant pour lui permettre de formuler ses observations éventuelles sur le projet d'arrêté préfectoral complémentaire ;

**CONSIDÉRANT** que le projet de modification ne constitue pas une modification substantielle de l'autorisation environnementale au sens du I de l'article R. 512-46-23 du Code de l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** que la création d'une activité de négoce de matériaux pourrait potentiellement générer des nuisances sonores liées aux opérations de déchargement et de conditionnement des matériaux en big-bag ;

**CONSIDÉRANT** que les circonstances locales, les plaintes en particulier sur les nuisances olfactives et au regard de l'augmentation d'environ 30 % du volume de matière traitée par compostage susceptible de générer un risque de nuisance olfactive ;

**CONSIDÉRANT** qu'il convient d'acter la modification du classement du site par arrêté préfectoral complémentaire ;

**CONSIDÉRANT** que l'exploitant n'a pas transmis d'observation sur le projet d'arrêté dans le délai imparti de quinze jours à compter de la notification du projet d'arrêté ;

**Sur proposition** du secrétaire général de la Préfecture des Yvelines,

## **ARRÊTE:**

### **ARTICLE 1<sup>ER</sup>**

La poursuite de l'exploitation des installations de la société BIO YVELINES SERVICES, dont le siège social est situé sur la commune de Bailly (78 870) au lieu-dit le Crapaud est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à exploiter sur la commune de Bailly, Lieu-dit le Crapaud, les installations visées par l'article 2 du présent arrêté.

### **ARTICLE 2 : LISTE DES INSTALLATIONS CONCERNÉES PAR UNE RUBRIQUE DE LA NOMENCLATURE DES INSTALLATIONS CLASSÉES**

Les dispositions de l'article 1.2.1 « Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées » de l'arrêté préfectoral n°2014328 du 24 novembre 2014 sont remplacées par les dispositions suivantes :

N° de la nomenclature	Installations et activités concernées	Éléments caractéristiques	Régime
2780-1	Installations de compostage de déchets non dangereux ou de matière végétale, ayant le cas échéant subi une étape de méthanisation.  1. Compostage de matière végétale ou déchets végétaux, d'effluents d'élevage, de matières stercoraires  La quantité de matières traitées étant supérieure ou égale à 30 t/j et inférieure à 75 t/j	< 75 t/j	E

### **ARTICLE 3 : NUISANCES**

#### Article 3.1 – Étude des perceptions olfactives

Trois mois après l'atteinte des nouveaux tonnages sur la filière compostage, l'exploitant fait réaliser par un organisme compétent un état des perceptions olfactives présentes dans l'environnement. L'intensité des odeurs imputables aux activités de l'installation, mesurées selon la norme en vigueur au niveau des zones d'occupation humaine telles que définies à l'article 53 de l'arrêté ministériel du 20 avril 2012 susvisé, situées dans un rayon de 3 000 mètres des limites clôturées de l'installation, doit être considérée comme faible. Ces mesures sont effectuées dans des conditions représentatives du fonctionnement nominal de l'installation.

Les résultats sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

#### Article 3.2 – Bruit

##### Article 3.2.1 – Valeurs limites de bruit

Les bruits émis par les installations sont réduits au maximum. La livraison des matières premières et l'expédition des produits se font en période nominale. L'installation est construite, équipée et exploitée de façon telle que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solienne susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celui-ci.

Les émissions sonores émises par l'installation ne doivent pas être à l'origine, dans les zones à émergence réglementée, d'une émergence supérieure aux valeurs admissibles précisées dans le tableau suivant :

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'installation)	Émergence admissible pour la période allant de 7h00 à 22h00, sauf dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 22h00 à 7h00, ainsi que les dimanches et jours fériés
supérieur à 35 et inférieur ou égal à 45 dB (A)	6 dB (A)	4 dB (A)
supérieur à 45 dB (A)	5 dB (A)	3 dB (A)

De plus, le niveau de bruit en limite de propriété de l'installation ne devra pas dépasser, lorsqu'elle est en fonctionnement, 70 dB (A) pour la période de jour et 60 dB (A) pour la période de nuit, sauf si le bruit résiduel pour la période considérée est supérieur à cette limite.

#### Article 3.2.2 – Mesure de bruit

L'exploitant fait réaliser, par un organisme qualifié, des mesures de bruit dans des conditions représentatives de l'exploitation nominale, dans le mois suivant le démarrage de l'activité de transit de matériaux minéraux. Ces mesures doivent être effectuées conformément aux prescriptions de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 modifié susvisé relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement.

L'exploitant est tenu de maintenir un contrôle régulier des niveaux sonores durant toute la durée de l'exploitation de l'installation. De plus, un audit acoustique est effectué à chaque modification significative des conditions d'exploitation susceptibles de modifier l'impact sonore.

Les résultats de mesure sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

#### Article 3.3 – Étude technico-économique

En cas de nuisances olfactives ou sonores avérées et persistantes, l'exploitant transmet à l'inspection sous trois mois après l'obtention des résultats des mesures, une étude technico-économique visant à déterminer les solutions techniques envisagées de réduction de ces nuisances, ainsi que le calendrier de mise en œuvre des actions projetées.

### **ARTICLE 4 : PUBLICITÉ**

Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de Bailly où toute personne intéressée peut la consulter.

Un extrait est affiché en mairie pendant une durée minimum d'un mois. Le maire de Bailly dresse un procès-verbal attestant de l'accomplissement de ces formalités.

Une copie de cet arrêté est accessible sur le site internet de la Préfecture des Yvelines pendant une durée minimale de quatre mois.

### **ARTICLE 5 : DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS**

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Versailles notamment au moyen de l'application Télérecours Citoyen (<https://www.telerecours.fr/>) :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.512-7 du code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter de :

a) L'affichage en mairie, dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 du code de l'environnement ;

b) La publication de la décision sur le site Internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.


Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

#### **ARTICLE 6 : EXÉCUTION**

Le secrétaire général de la préfecture des Yvelines, le maire de Bailly, la directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Versailles, le 19 décembre 2024

Pour le Préfet et par délégation,  
la Directrice,  
Pour la Directrice et par subdélégation,  
la chef de l'unité départementale des Yvelines,

  
Delphine DUBOIS